Dette de la Grèce : tout doit être bouclé d'ici dimanche soir, prévient Athènes

05/02/2012 à 6h00

La gigantesque double négociation en cours entre le gouvernement grec et ses créanciers doit se conclure d'ici dimanche soir pour que la Grèce évite un défaut de paiement en mars, a prévenu samedi le ministre grec des Finances, selon lequel les discussions sont "sur le fil du rasoir".

"*Le moment est très critique. Tout doit être conclu d'ici demain soir (…) afin de respecter le calendrier, étant donné l'arrivée à échéance des obligations du mois de mars*", a déclaré samedi le ministre Evangélos Vénizélos à la presse, à l'issue d'une téléconférence avec ses pairs de la zone euro qu'il a qualifiée de "très difficile".

Les négociations concernant d'un côté l'effacement de la moitié de la dette grecque détenue par les créanciers privés du pays et de l'autre l'octroi au pays d'une deuxième aide par ses créanciers institutionnels, sont "sur le fil du rasoir", "nous sommes sur une ligne très étroite", a ajouté M. Vénizélos.

> ***"Il y a une grande anxiété et beaucoup de pression" au sein des pays partenaires de la Grèce dans la zone euro."***

La téléconférence a abordé les modalités en suspens sur l'aide devant être octroyée à la Grèce. En échange de son soutien, un prêt d'au moins 130 milliards d'euros d'ici 2015, la troïka des créanciers institutionnels (pays de la zone euro, banque centrale européenne et Fonds monétaire international) exige en

effet de nouvelles réformes structurelles pour libéraliser l'économie grecque et de nouvelles réformes d'austérité pour assainir ses comptes publics.

La troïka réclame notamment un abaissement des salaires dans les entreprises et des retraites complémentaires, mesures qui rencontrent ces jours derniers de nombreuses résistances tant chez les syndicats qu'au sein des partis politiques. Elle demande aussi que les trois partis représentés dans le gouvernement grec de coalition s'engagent publiquement sur la poursuite des réformes au delà des élections prévues au printemps.

Une réunion des trois chefs de partis (socialiste, droite et extrême droite) est normalement prévue dimanche au palais du Premier ministre grec Lucas Papademos.

Expliquant le contenu des discussions avec ses pairs de la zone euro, M. Vénizélos a indiqué que les ministres se sont "essentiellement mis d'accord sur la façon de recapitaliser et restructurer le système bancaire, les privatisations à mener et beaucoup de réformes structurelles".

Néanmoins, deux sujets épineux restent en suspens: la libéralisation du marché du travail, qui comprend le niveau des salaires dans le secteur privé, et l'adoption de nouvelles mesures budgétaires pour remplir les objectifs de 2012.

Signe que les choses se débloquent pourtant, côtés créanciers privés, les représentants des banques menant la négociation en vue de l'effacement de 100 milliards d'euros de dette, avaient annoncé dès vendredi soir qu'ils se rendaient à Athènes ce week-end.

Le directeur général de l'Institut de la finance internationale (IIF) Charles Dallara et le conseiller de la direction de BNP Paribas qui mène le comité bancaire, Jean Lemierre, seront à Athènes dimanche. Sera également présent, le patron de la première banque allemande Deutsche Bank et

président de l'IIF, Joseph Ackerman, qui a annoncé samedi soir son départ pour la Grèce.

L'accord sur l'effacement de dette avec les banques est une pré-condition imposée par les créanciers institutionnels pour débloquer un nouveau prêt, qui s'ajoutera aux 110 milliards d'euros déjà prêtés en mai 2010.

M. Ackermann a jugé que les banques et créanciers privés avaient été "extrêmement généreux" avec la Grèce, en acceptant de perdre "plus de 70%" de leur mise initiale sur les obligations grecques qu'ils détenaient.

"Je peux seulement appeler les autres parties (les investisseurs institutionnels, ndlr) à faire de même", a déclaré M. Ackermann lors d'une Conférence sur la sécurité de Munich.

La décision d'impliquer le secteur privé aux côtés des gouvernements de la zone euro dans le sauvetage financier de la Grèce a été imposée par l'Allemagne, malgré la longue opposition de la France qui a fini par s'y rallier, et de la BCE qui rechigne pour le moment à participer à l'opération d'échange d'obligations. "*Si nous laissons la Grèce s'effondrer, je pense que nous ouvrons la boîte de Pandore*" a-t-il dit.

Le temps presse en effet. En l'absence d'accord avec ses créanciers, le pays est menacé d'un défaut de paiement désordonné dès le 20 mars, date à laquelle arrivent à échéance 14,5 milliards d'euros d'obligations.

Boursorama